

SOMMAIRE

Page 1

Rouen "one man show".
La Normandie vue par le COI.

Page 2

32 M€ pour la CU. d'Alençon.
Bernard Leroy peut sourire...

Page 3

La nouvelle offre formation.
L'hotellier se recentre.

Page 4

Joël Bruneau renforce son influence.
Le tableau de bord des TPE.

La Normandie vue par le COI.

Présidé par Philippe Duron, le COI (Conseil d'orientation des Infrastructures) vient donc de présenter son rapport sur "Les mobilités du quotidien". Et comme le dit l'ancien député-maire de Caen à propos des infrastructures : "tout n'est pas possible, il faut choisir, en relevant deux défis : la réduction impérieuse des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise des investissements afin de ne pas aggraver un endettement déjà insupportable."

Mon commentaire : on se calme sur les infrastructures, c'est l'impression qui se dégage de ce rapport de 212 pages, conformément aux orientations données par Emmanuel Macron, le 1^{er} juillet dernier à Rennes. La réalisation des projets va dépendre des moyens financiers disponibles, globalement, le COI soutient les grands projets normands... mais la patience sera de mise.

• Le Contournement Est validé.

Après étude, le Conseil valide le projet de Contournement Est de Rouen (et son barreau A.28/A.13). Mais son soutien est "réserve" puisqu'il qualifie le projet de "moins mauvaise solution" faute d'alternative sérieuse.

- Il considère que la mise au point du contrat de concession pourrait être "l'occasion d'étudier un phasage

Rouen "one man show"

• Frédéric Sanchez y croit...

Depuis l'effondrement de la "fabiusie", Frédéric Sanchez est le seul maître à bord du paquebot "Métropole Rouen Normandie".

- "Grands brûlés du suffrage universel", beaucoup de ses "amis" socialistes ont en effet quitté le navire ; les élus PC continuent de vivre dans leurs cabines tandis que la droite républicaine, toujours morcelée, reste sans leader charismatique. Pendant ce temps-là, les "Marcheurs" se grattent la tête pour trouver leurs futurs candidats ; les écologistes ont autant de discours que de militants pour les formuler et le Front National psalmodie son credo devant un public d'habités... Résultat : le capitaine Sanchez est aux commandes avec toutes les cartes en main.

- Libéré du temps où il n'était "qu'un homme de Fabius", il affiche désormais son autorité de façon décomplexée. Il oublie même qu'il n'est pas le maire de Rouen puisqu'il décide à sa place de plus en plus souvent, il affiche ses exigences à l'égard de la Région qui va financer son contrat de territoire à hauteur de 142 M€ ; comme à Lyon, il pense que le Département n'est plus nécessaire ; à chaque occasion, il exprime ses grandes ambitions.

Mon commentaire : ses ambitions, il les a rappelées à l'occasion de la récente cérémonie des vœux ; il se donne 12 ans pour changer la Métropole et en faire l'un des territoires rayonnants du pays ; il estime que son heure est venue, en tout cas, il y croit ; le président est bien décidé à profiter des circonstances.

• Rendez-vous en 2030 !

Pour réussir sa mission, Frédéric Sanchez veut d'abord en finir avec l'auto-dénigrement local. 2030 est son horizon avec trois grandes envies pour y parvenir.

- L'envie d'investir massivement, dans la durée, pour rattraper les retards de l'agglomération. Il avance le chiffre de 1,5 Md€ en dix ans, une ambition réalisable. Rappelons que la Métropole est le deuxième investisseur public de la région, en 2018, elle prévoit d'investir 298 M€ sur son territoire.

- L'envie d'en finir avec une image floue, du type "ici, on fait de tout un peu", par la promotion d'une image forte, facilement reconnaissable. C'est ce qu'il appelle un "marqueur surpuissant". "La mobilité d'avenir est ce marqueur", explique-t-il ; Rouen veut devenir la capitale européenne de la voiture autonome ; le partenariat public/privé qui s'est constitué, pour desservir le technopole du Madrillet, est à ses yeux un bon début : Rouen peut ici se forger une belle identité technologique.

- Enfin, l'envie de valoriser la culture, notamment par le rapprochement des musées métropolitains, pour faire de Rouen une référence nationale de créativité, un territoire de bonne vie et un centre d'attractivité.

Commentaire : là encore, il y croit, avec l'envie de réussir, "mais la Métropole ne peut pas tout" et il appelle tous les acteurs intéressés à se mobiliser.

dans le temps de certaines parties du projet”, le franchissement de la Seine notamment...

En conclusion, il préconise la poursuite des études et des procédures, mais n'exclut pas un report de 5 ans de la réalisation (2023-2027 au lieu de 2018-2022) si la maquette financière n'est pas solidement montée.

• Le phasage de la LNPN.

Dans son rapport, le COI précise le phasage de la LNPN dont la nécessité est confirmée.

- Phases 1 et 2 : traitement du noeud ferroviaire de Saint-Lazare (optimisation de l'exploitation et "saut de mouton"), si possible entre 2022 et 2027. Coût : 260 M€.
- Phase 3 : réalisation de la section Paris-Mantes, au mieux entre 2023 et 2027. Coût : 1,4 Md€.
- Phase 4 : réalisation de la gare de Rouen et de la section Barentin-Yvetôt, probablement entre 2023 et 2032. Coût : 1,07 Md€.
- Phase 5 : réalisation de la section Mantes-Evreux, au mieux entre 2028 et 2032 : coût : 560 M€.
- Phase 6 : réalisation de l'Y de l'Eure, vers 2037 : coût : 1,8 Md€.

Attention : le calendrier annoncé est mouvant ; il dépendra des scénarios financiers ; à 5 ou 10 ans près toutes les variations sont possibles.

• Liaison A.154 : ok pour 2027.

L'A.154, c'est la route des céréales. Il faut la finir en reliant Allaines à Nonancourt, grâce à une 2x2 voies.

Positif : le COI a donné son feu vert il faut poursuivre les procédures : réalisation entre 2023 et 2027.

• À propos du canal Seine-Nord.

Le rapport évoque de façon indirecte le projet de canal Seine-Nord Europe dont la maîtrise d'ouvrage est désormais assurée par une société de projet publique spécialement créée pour l'occasion : la SCSNE

- Le rapport met en lumière la fragilité de ces sociétés qui ne possèdent pas forcément l'expertise nécessaire à l'accomplissement de leur mission, qui sont mal contrôlées par l'état et qui font peser un risque sur les finances publiques.

À noter : cette appréciation apporte de l'eau au moulin à ceux qui pensent que l'État doit rester très prudent, ça va plaire à Édouard Philippe, ça va déplaire à Xavier Bertrand.

• Donner envie d'avoir envie...

Normalement, de telles ambitions devraient générer beaucoup d'enthousiasme et d'envie de faire chez tous les partenaires publics et privés du territoire. Mais curieusement, ce n'est pas le cas.

- Un grand nombre d'élus écoutent poliment leur président, avec intérêt, en se demandant surtout qu'elles seront les retombées positives de ses politiques pour leur propre commune. Même réunis au sein d'un même conseil communautaire, les chefs gaulois du Grand Rouen restent des chefs gaulois ; pour eux, la Métropole n'est bonne que si elle leur rapporte : déficit d'appropriation et de vision collectives. Naturellement, les mauvaises relations entre Yvon Robert et Frédéric Sanchez n'arrangent pas les choses ; les maires regardent souvent la Métropole comme une sorte de "Commission européenne locale", technocratique et compliquée dont il faut se méfier, tout en cherchant à en profiter.
- Ce déficit d'adhésion n'est pas le propre des élus. On le retrouve chez beaucoup de chefs d'entreprise, de responsables d'organisations professionnelles et de corps intermédiaires, en dépit des efforts déployés par RNI pour le réduire. Là encore, leur écoute est polie. Non pas que les ambitions affichées ne soient pas dignes d'intérêt, mais quelque chose les empêche de vraiment se mobiliser, appelons ça, une forme de perplexité.
- Au final, on a parfois l'impression que Frédéric Sanchez fait le "Rouen, one-man-show" devant un public curieux, mais sagement assis dans la salle. C'est dommage.

Mon commentaire : manifestement, indépendamment de ses propres envies, le président a du mal "à donner envie d'avoir envie". Cela tient sûrement à sa personnalité "réservée", à son style "professoral" et à son approche toujours très analytique et politique des dossiers. Il en résulte une certaine solitude dans l'exercice du pouvoir, une forme de distance avec la communauté qu'il préside, un déficit d'entraînement pour produire un véritable élan collectif. Répétons-le, Frédéric Sanchez est sur la scène, son public est dans la salle : comment réduire l'écart ? Là est la question.

Équité territoriale

32 M€ pour le contrat de territoire de la CU. d'Alençon.

Hervé Morin, qu'on accuse régulièrement de considérer l'Orne comme un territoire secondaire de la région, multiplie les initiatives pour démontrer

Et pendant ce temps-là...

• Bernard Leroy, président de la CASE, peut sourire.

La Chambre régionale des comptes (CRC) vient de publier son rapport d'observation sur la gestion de la Communauté d'Agglomération Seine Eure (Louviers/Val-de-Reuil) qui rassemble 37 communes et 70 000 habitants à 30 km au sud de Rouen. Ce rapport concerne les exercices 2012 et suivants.

- Dans sa synthèse, la CRC rappelle les ambitions de cette collectivité qui a engagé - avec la Région et le Département - un programme d'investissement de 112 M€ sur la période 2014-2020, alors que son budget principal avoisinait les 58,3 M€ en 2015. Rappelons que la CASE est le deuxième pôle économique du département de l'Eure.
- La CRC souligne surtout la bonne gestion de la collectivité qui dégage des excédents budgétaires supérieurs à 15 M€ par an. Résultat : "la CASE dispose de marges de manœuvre financières suffisantes, d'autant que son niveau d'endettement est relativement bas. Dans ces conditions, l'EPCI apparaît pouvoir répondre à ses objectifs d'investissement sans s'exposer à des tensions financières..." Les magistrats ajoutent : "la bonne situation financière de la CASE lui permet également d'apporter un niveau significatif de concours financiers à ses communes membres.

Oui, le président Leroy peut sourire.

La nouvelle offre de formation

Hervé Morin a de la suite dans les idées. Avec David Margueritte, son vice-président "Formation", il vient de présenter la nouvelle offre de formation de la Région parce qu'il veut en finir avec "ses 10 000 offres d'emploi qui ne sont pas pourvues alors que le taux de chômage est très préoccupant, notamment chez les jeunes..."

- Il a raison. Et pour dessiner la nouvelle carte, il a demandé à ses services d'écouter les chefs d'entreprise pour réduire l'écart qui trop souvent sépare l'offre et la demande.

- Résultat : 70 nouvelles formations initiales vont être mises en place, à la rentrée 2018.

- Il s'agit de 6 formations scolaires, 5 mixtes (scolaire et apprentissage) et 59 en apprentissage. Elles représenteront 1 049 places de formation, dont 896 en apprentissage.

Cette mise à niveau positive est complétée par une action déterminée en direction des demandeurs d'emploi et des décrocheurs.

- 8 731 places de formation qualifiante seront ainsi ouvertes pour les chômeurs. Les principaux secteurs concernés sont le bâtiment, l'industrie, le commerce, le social, la santé et l'hôtellerie-restauration.

- Parallèlement, 8 235 autres places seront ouvertes pour les décrocheurs afin de leur apporter les savoirs de base nécessaires à leur insertion professionnelle.

Rappel : cette année, la Région va consacrer plus de 530 M€ à la formation des Normands.

La Cour d'appel après le Crous

Après le Crous, c'est la bataille de la Cour d'appel qui oppose désormais les villes de Rouen et de Caen. Nicole Belloubet veut en effet réformer la carte judiciaire avec, pour conséquence, le déclassement d'une des deux cours d'appel de Normandie au profit de l'autre.

- Pour éviter le déclassement de Caen, Joël Bruneau et une quarantaine d'élus "bas-normands" montent au créneau et demande l'arbitrage d'Edouard Philippe. "Caen, disent-ils, occupe une position centrale favorable aux justiciables et aux professionnels..."

L'effet "Crous", ça suffit !

qu'on lui fait un mauvais procès.

- La dernière en date est la signature du futur Contrat de territoire de la Communauté urbaine d'Alençon qui sera financé à hauteur de 5,88 M€ par la Région alors que le montant total des 26 projets retenus s'élève à 32 M€ et que la participation du Département de l'Orne sera de 1,16 M€.

Mon commentaire : la Région est donc un partenaire importante ; pour son président, cet engagement est l'expression de l'équité de sa politique territoriale ; que les choses soient claires : l'Orne n'est pas oubliée.

Mais quels sont les projets financés ?

Comme pour le contrat de territoire de Saint-Lô, signé en septembre dernier, on peut être étonné par la faible importance des investissements consacrés au développement économique dans le contrat de la Communauté urbaine d'Alençon.

- Les projets mis en avant concernent, en effet, la création de deux pôles de santé, la requalification du centre-ville commerçant, l'aménagement des extérieurs du château des Ducs, la restructuration d'un hôtel particulier pour les services du CCAS, l'agrandissement du centre aquatique, l'extension du conservatoire...

- Sont-ils les ressorts du redécollage économique et du repositionnement dynamique d'Alençon en Normandie ? On peut en douter. Le seul projet qui sort un peu du lot est la création d'un pôle d'échange multimodal à la gare, mais il est insuffisant pour faire oublier le caractère "vie municipale" de l'ensemble.

Mon commentaire : en mai 2016 (notre Chronique n°450), l'INSEE avait publié une étude sur l'attractivité des territoires normands qui classait Alençon parmi les agglomérations essouffées, avec une attractivité productive et résidentielle faible, un tissu économique usé, un repli démographique et un taux de création d'entreprises et d'emplois insuffisant. Quand on se souvient de ce constat-là, on a l'impression que le contenu du contrat de territoire n'est pas à la hauteur des nécessités, bref, qu'il "rate le plus important".

Comment expliquer ce hiatus ?

Par la grande discrétion des élus locaux, en particulier d'Ahamada Dibo et d'Emmanuel Darcissac, respectivement président de la communauté urbaine et maire d'Alençon, qui ont succédé l'an dernier, à Joaquim Pueyo devenu député ; ils ont du mal à trouver leur place et à se faire entendre en Normandie, ils sont encore "trop enfermés" dans leur cercle local ; face à eux,

Et pendant ce temps-là...

• Lhotellier se recentre sur son "bloc construction."

Le groupe Lhotellier (Blangy-sur-Bresle - 76), une ETI familiale de référence en Normandie/Picardie, a décidé de se recentrer sur ses activités historiques (le bloc "construction") en cédant ses activités "Environnement" à Paprec Group, spécialiste du recyclage et de la valorisation des déchets.

Les sociétés vendues sont IKOS (déchets), CAPIK (méthanisation) et VI Environnement (collecte) qui emploient 138 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 34 M€. Elles ont été créées depuis 23 ans par Paul Lhotellier, président du Groupe, qui voulait offrir un service global et indépendant aux "développeurs-aménageurs des territoires", en particulier aux collectivités.

Ce repositionnement s'explique par l'importance des investissements technologiques et humains nécessaires pour s'adapter aux évolutions rapides des métiers de l'environnement. Paul Lhotellier a constaté qu'il ne pouvait pas suivre et qu'il avait atteint un palier : "nous nous sommes donc rapprochés de Paprec, qui pèse 1,5 Md€ de chiffre d'affaires, un champion qui partage les mêmes valeurs que nous".

Recentré, Lhotellier reste un leader qui compte dans les métiers du BTP, de l'eau, des matériaux et de la déconstruction ; son CA s'élève ici à 165 M€ ; il emploie 1 250 professionnels.

ITII à Vernon : l'effet ULM

Comme prévu, le Campus de l'Espace de Vernon (le "petit Saclay") accueillera, en septembre prochain, l'Institut des Techniques d'Ingénieur de l'Industrie (ITII) dans des locaux entièrement rénovés.

- Pour que les 250 étudiants attendus puissent effectuer leur cursus dans les meilleures conditions, d'importants travaux (5,5 M€) ont été effectués pour réhabiliter un bâtiment anciennement occupé par le LRBA, le Laboratoire de Recherches Ballistiques et Aérodynamiques.

Sébastien Lecornu et Hervé Morin viennent de visiter le chantier, ils ont toujours défendu ce projet qui est un symbole de l'effet ULM (comprenez Union Lecornu Morin).

Philippe Deiss

Actuellement directeur général de Ports Normands Associés (qui rassemble les ports de Cherbourg et de Caen-Ouistreham), Philippe Deiss pilote le rapprochement de PNA et du Port de Dieppe dont la fusion a été annoncée pour le 1^{er} janvier 2019.

Pour Hervé Morin, qui préside PNA et Dieppe, le nouvel ensemble sera plus gros et plus fort grâce à ces complémentarités.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Hervé Morin a des attentes régionales auxquelles ils ne savent pas comment répondre.

Mon commentaire : il y a ici un risque de marginalisation.

Élu référent de l'ex-Basse-Normandie

Joël Bruneau étend et renforce son influence territoriale.

Maintenant qu'il a remplacé Sonia de la Provôté (devenue sénatrice) à la tête du pôle métropolitain "Caen Normandie Métropole", Joël Bruneau va prendre régulièrement son bâton de pèlerin pour conforter "ce groupement d'intérêt" qui réunit 21 intercommunalités et 3 conseils départementaux de l'ex-Basse-Normandie.

- C'est ce qu'il a commencé à faire, le 25 janvier, en rencontrant les élus communautaires de Vire au Noireau auxquels il a rappelé la nécessité de se rassembler pour se faire entendre et se défendre en Normandie. Et tout le monde a compris que "Caen Normandie Métropole" était le contrepoids au pouvoir d'attraction de Rouen et du Havre, renforcé par l'intérêt porté par Édouard Philippe et Sébastien Lecornu aux dossiers "Axe-Seine" ; un contrepoids dont il faut conforter l'existence, notamment auprès d'Hervé Morin, afin de réduire les risques de déséquilibre entre l'ex-Haute-Normandie et l'ex-Basse-Normandie.

- Précisément, Joël Bruneau a fait ce rappel le jour même de la signature par Hervé Morin et Marc Andreu-Sabater (Maire de Vire et président de l'intercommunalité), d'une convention de soutien de la région au projet de redynamisation du centre-ville reconstruit de la ville. D'une certaine façon, il est venu rappeler qu'il était là, qu'il fallait compter avec lui, que la Région ne devait pas l'oublier et qu'il renforçait sa capacité à fédérer les principaux élus locaux et départementaux de l'ex-Basse-Normandie.

Vire au Noireau fait partie du pôle métropolitain ; le pôle métropolitain s'est renforcé le 29 septembre dernier avec l'arrivée de la Communauté d'Agglomération du Cotentin, présidée par Jean-Louis Valentin ; à Caen-la-Mer, la situation s'améliore, la communauté urbaine retrouve des marges de manœuvre financières, sur le front de l'emploi commencent à se dessiner des frémissements encourageants.

Mon commentaire : avec constance et persévérance, Joël Bruneau étend et renforce son influence ; son périmètre s'élargit en cercles concentriques : Caen, l'agglomération, le pôle métropolitain et, de plus en plus, la région.

Et pendant ce temps-là...

• Le tableau de bord dynamique des TPE...

Utile et positif : le CGA Nord-Ouest (Centre de Gestion Agréé), qui suit la comptabilité de 7 000 TPE commerciales et artisanales de la région, vient de rendre publiques ses "Statistiques 2016".

- Cet annuaire décrit l'activité des adhérents, les évolutions constatées depuis 20 ans, mais aussi la valeur de chaque fonds de commerce.

- Pour Jean-Paul Leduey, le président du CGA, "pour chaque activité, de A comme Alimentation, à V comme Vêtements", cet outil présente les grands indicateurs économiques (nombre d'entreprises, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, résultat courant...) et constitue un tableau de bord dynamique et vivant, sans équivalent..."

Cette mine d'informations est particulièrement intéressante pour les responsables des EPCI qui cherchent "à fixer et à développer" sur leur territoire, ces TPE créatrices d'emplois, de richesse et de cohésion sociale, sans toujours bien les connaître. Il faut dire que les principaux responsables normands (qui s'intéressent surtout aux "gros") sous-estiment trop souvent la valeur de ces petites entreprises ; ils ont tort : dans la région, elles génèrent un chiffre d'affaires annuel d'environ 3 Md€ et emploient plus de 30 000 personnes ; le CGA Nord-Ouest, qui les aide et les forme, les connaît bien.